

International

EN ALLEMAGNE, L'ESPOIR D'UN RENOUVEAU DU PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE

Ernst Stetter

07/12/2020

Après quatre années d'une présidence Trump qui aura profondément affaibli la relation transatlantique, les résultats des élections américaines ont été accueillis avec soulagement par la classe politique allemande. Mais l'élection de Joe Biden signe-t-elle pour autant le retour au statu quo ante Trump ? Ernst Stetter, conseiller spécial du président de la Fondation Jean-Jaurès pour l'Europe, analyse les enjeux de la présidence Biden pour l'Allemagne à l'heure où Emmanuel Macron multiplie les initiatives pour impulser un mouvement en faveur de la souveraineté et de l'indépendance stratégique européenne.

Les résultats des élections américaines ont été accueillis avec un vrai soulagement de la part de la classe politique allemande. La chancelière Angela Merkel, le ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, le président du Bundestag, Wolfgang Schäuble, et bien d'autres avec eux ont félicité le président-élu Joe Biden dans des messages qui exprimaient l'espoir d'assister bientôt au renouveau d'un partenariat transatlantique si maltraité par Donald Trump depuis quatre ans.

Les premières décisions de Joe Biden ont de quoi entretenir cet espoir. En effet, ses annonces quant à la composition de son équipe de politique étrangère, et particulièrement la nomination d'Antony Blinken pour le poste de Secrétaire d'État, indiquent clairement que la nouvelle administration américaine a l'intention de rétablir des liens stables avec ses partenaires européens, et surtout avec l'Allemagne.

La gauche allemande et l'élection de Joe Biden

Mais cet optimisme n'est pas partagé par tous. Sur son compte Facebook, Oskar Lafontaine s'en est ainsi pris aux politiciens allemands qui, en applaudissant l'élection de Joe Biden, ont prouvé à ses yeux qu'ils n'auraient rien compris. À contre courant du reste du monde, il a ainsi félicité Donald Trump de n'avoir commencé aucune nouvelle guerre au cours de sa présidence, contrairement à la

« **bande des Clinton et Obama** » à laquelle Joe Biden appartient selon lui.

Malgré cette période propice à l'espoir, c'est bien le vieil antiaméricanisme d'une partie de la gauche allemande qui ressurgit dans la bouche d'Oskar Lafontaine. Pour les tenants de cette ligne, le trumpisme est loin d'avoir disparu : en récoltant encore plus de votes qu'en 2016, y compris auprès des femmes, des latinos et des électeurs afro-américains, Donald Trump a prouvé qu'il était bien vivant et que son national-populisme allait continuer à diviser les États-Unis pendant encore de longues années.

De fait, l'élection de Joe Biden ne peut pas signifier un retour à la normale dans les relations entre Européens et Américains. Pour **Rolf Mützenich**, président du groupe parlementaire du SPD au Bundestag, le pivot américain vers le Pacifique et l'Asie va se poursuivre, et l'Union européenne doit admettre cette nouvelle réalité géopolitique et s'y préparer : face au désintérêt grandissant des États-Unis pour les problèmes du vieux continent, l'Europe n'échappera pas à l'obligation de construire son indépendance et sa souveraineté.

Notons toutefois que les ministres des Affaires étrangères allemands et français, Heiko Maas et Jean-Yves Le Drian, ont souligné dans une **tribune commune publiée simultanément en Allemagne, en France et aux États-Unis** que l'Europe ne se connaissait pas de partenaire plus naturel que l'Amérique, et qu'avec la présidence de Joe Biden il était désormais possible de renforcer encore cette unité. Du point de vue allemand, cette tribune signale une volonté de couper l'herbe sous le pied à la réapparition de tout discours antiaméricain en renouvelant aussi vite que possible le partenariat transatlantique.

Le trans-atlantisme en Allemagne : une solidarité sans réserve ?

L'anti-américanisme allemand est issu d'une histoire qui diffère de son équivalent français. Pendant longtemps, un slogan suffisait à résumer le dogme qui gouvernait la relation avec les États-Unis : solidarité sans réserve. Pour comprendre la force et l'importance de cette alliance inconditionnelle, il faut en revenir à 1945 et aux années qui ont suivi la libération de l'Europe de l'Ouest par les troupes américaines victorieuses du nazisme. Ravagée par la guerre, meurtrie par le nazisme, divisée par l'occupation soviétique, l'Allemagne n'a pu échapper à la faim et à la misère que par l'aide considérable apportée par les États-Unis pour financer la reconstruction d'un pays qui était alors en ruines. Connue sous le nom de Plan Marshall, cette aide a constitué la base du miracle économique dont l'Allemagne a pu profiter à partir des années 1950. Reconnaisante, la République fédérale allemande a donc développé avec les États-Unis une alliance si solide et importante qu'elle s'est ensuite étendue aux anciens territoires d'Allemagne de l'Est au lendemain

de la réunification. À peine vingt-quatre heures après les attentats du 11-Septembre, c'est donc tout naturellement que le chancelier Gerhard Schröder déclarait sans hésitation que l'Allemagne se tiendrait fermement aux côtés de son allié américain dans la lutte contre le terrorisme.

Mais les promesses de Gerhard Schröder se sont ensuite rapidement heurtées aux aléas géopolitiques de l'époque, et la guerre en Irak décidée par George W. Bush contre l'avis de ses alliés français et allemands a marqué à partir de 2003 une douloureuse rupture dans la relation transatlantique. Alors que les États-Unis étaient associés depuis plus d'un demi-siècle à la liberté retrouvée, au boom économique des années 1950, à la transgression joyeuse du rock'n'roll d'Elvis Presley, aux plaisirs coupables du consumérisme et aux manifestations étudiantes contre la guerre du Vietnam, l'image de l'Amérique auprès de l'opinion publique allemande s'est nettement dégradée. Loin de l'exemple à suivre et du modèle envié de la seconde moitié du XX^e siècle, les Allemands associent désormais la politique étrangère américaine à la guerre contre le terrorisme de Bush, aux mensonges sur les armes de destruction massive, à l'espionnage de la NSA contre des responsables politiques allemands, à l'émergence de Daech, à la destabilisation de la Lybie et aux vagues migratoires qui s'en sont suivies.

Dans ce contexte déjà tendu, l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et de son slogan nationaliste, *Make America Great Again*, ont profondément perturbé l'appréciation que l'opinion publique allemande porte sur les États-Unis. Le discours développé par Trump pendant quatre ans s'est avéré extrêmement nocif : d'alliée, l'Allemagne est devenue dans la bouche de Trump un concurrent commercial qu'on sanctionne et un vassal géopolitique qu'on menace de punir pour n'avoir pas encore atteint les 2% de son PIB consacrés à sa défense nationale. Ces quatre années d'attaques contre l'Allemagne et sa chancelière ont eu des conséquences concrètes : dans un sondage publié avant les élections américaines par le très renommé institut de recherche américain [Pew](#), presque 80% des Allemands estimaient que les relations avec les États-Unis étaient aujourd'hui mauvaises. Ce chiffre a augmenté de plus de 23 points depuis le début de la présidence Trump.

Joe Biden et les espoirs allemands

Si elle montre une attitude circonspecte à l'égard des États-Unis, l'enquête laisse aussi entrevoir l'espoir de l'opinion publique allemande que la présidence Biden reconnaisse de nouveau l'Allemagne comme un partenaire et en revienne à une politique étrangère plus conforme aux intérêts de chacun, entre promotion du libre échange, protection de la démocratie et réaffirmation des droits de l'Homme.

Dans une autre enquête réalisée quelques jours après les élections américaines par la Körber Stiftung, 23% des Allemands considéraient ainsi de nouveau les États-Unis comme leur principal partenaire de politique étrangère. En septembre 2020, ce chiffre était de seulement 10%. Fait surprenant, ce retour de flamme en faveur des États-Unis se fait presque entièrement au détriment de la France, que les Allemands ne sont plus que 43% à considérer comme leur allié le plus proche, un chiffre qui montait encore à 54% en septembre dernier.

S'ils n'ont pas été interrogés après les élections, les Américains étaient quant à eux 27% à désigner le Royaume-Uni comme leur allié le plus important, suivi de la Chine (14%), d'Israël et de l'Allemagne (10% chacun). De façon guère surprenante, plus de 78% des sondés américains pensent que les relations transatlantiques devraient se normaliser avec l'administration Biden. Nora Müller, la responsable de la politique étrangère à la Fondation Körber, voit dans ses résultats le signe que, si les quatre dernières années ont constitué un test très important pour la solidité des relations transatlantiques, les dommages causés ne sont pas pour autant irréparables.

Frictions entre la France et l'Allemagne

Les observateurs s'interrogent sur le sens à donner au discours prononcé quelques jours après les élections américaines par la ministre allemande de la Défense, Angela Kramp-Karrenbauer, dans lequel elle a suggéré à Joe Biden de relancer la relation transatlantique au travers d'un « New Deal », souligné la nécessité de continuer à investir davantage dans la défense, réaffirmé la **nécessité du partage nucléaire à l'OTAN**, et surtout contredit l'initiative portée avec Jean-Yves Le Drian par son collègue des affaires étrangères, Heiko Maas. Ce faisant, elle a clairement ancré la CDU dans le camp des partisans d'une réaffirmation de l'alliance avec les États-Unis sur une ligne traditionnelle.

De façon peu surprenante, ce discours a immédiatement entraîné des frictions considérables entre l'Allemagne et la France. Emmanuel Macron a ainsi sèchement critiqué la ministre fédérale de la Défense, déclarant dans une interview au Grand Continent qu'il pensait qu'elle se livrait là à « **une mauvaise interprétation de l'histoire** ». Le président français en a profité pour renouveler son ambition de construire une Europe plus indépendante. D'après lui, les États-Unis n'accepteront de considérer les Européens comme de vrais alliés que « si nous nous prenons au sérieux et si nous sommes souverains pour notre propre défense ». Pour autant, force est de constater que les initiatives d'Emmanuel Macron, et sa proposition de créer une armée européenne, ont jusqu'à présent rencontré en Allemagne un accueil prudent, y compris de la part d'Angela Merkel.

La gauche allemande et la question de la souveraineté européenne

Pour autant, le transatlantisme tel qu'il existait autrefois ne sera très certainement pas réinstauré après l'intronisation de Joe Biden. Si elle compte maintenir l'alliance avec les États-Unis, la gauche allemande, et surtout le SPD, est en effet de plus en plus favorable à une réorientation stratégique en faveur de la souveraineté européenne et d'une coopération encore plus étroite avec la France.

Dans une sorte de réponse à la ministre de la CDU, le groupe parlementaire du SPD au Bundestag a proposé de **travailler vers une armée européenne** qui, sans remplacer les armées nationales, viendrait s'y ajouter à la manière d'une 28^e armée capable de se développer comme une vraie force indépendante et souveraine. La particularité de l'idée réside dans la proposition que les soldats de cette 28^e armée ne seraient pas fournis par des contingents des forces armées nationales, mais seraient recrutés parmi des soldats professionnels qui servent déjà dans les armées de l'Union européenne et postulerait pour des postes individuels. Lorsqu'ils rejoindraient cette 28^e armée, ces soldats ne seraient plus soumis à leurs structures de commandement nationales, mais à un « chef de la défense » de l'Union européenne, semblable à l'inspecteur général de la Bundeswehr. Celui-ci serait nommé sur proposition du commissaire à la défense, après approbation du Parlement. Cette proposition s'inscrit clairement dans la perspective française de la construction d'une souveraineté stratégique européenne.

Si ces propositions constituent une inflexion importante de sa doctrine de politique étrangère, le SPD n'est pas pour autant prêt à explicitement remettre en cause le partenariat transatlantique. Il faut simplement y voir la prise de conscience des sociaux-démocrates allemands que l'Amérique de Biden sera d'abord concentrée sur l'apaisement de ses divisions internes et qu'il est vain d'espérer un retour au *statu quo ante* Trump.

En vue des élections fédérales en septembre 2021, les Verts (Die Grünen) ont adopté le 21 novembre 2020 un **nouveau programme fondamental**. Ils y proclament leur détermination à voir l'Allemagne et l'Europe assumer davantage de responsabilités pour construire un ordre mondial pacifique et coopératif. Ils affirment vouloir réaliser une politique étrangère, de sécurité et de développement basée sur des valeurs européennes et fermement ancrées au sein des Nations unies et l'Union européenne. Cette politique doit selon eux être intégrée dans l'OTAN et agir dans le cadre de l'OSCE et du Conseil de l'Europe.

Il est cependant frappant que les Verts ne prononcent pas dans leur nouveau programme fondamental le mot « transatlantisme », préférant plutôt insister sur un concept de responsabilité

et de protection internationale sous l'égide des Nations unies. Les Verts allemands affirment ainsi vouloir responsabiliser davantage l'Assemblée générale de l'ONU dans le règlement des conflits, afin de le substituer au Conseil de sécurité, trop souvent bloqué par les États-Unis, la Russie et la Chine.

Négoциé avant l'élection américaine, le texte adopté par les Verts ne reflète certainement pas la position de tous ses membres. Il montre par ailleurs qu'une sorte d'anti-américanisme est toujours fortement ancré en leur sein, et que c'est ce rejet de la domination stratégique américaine qui guide leur volonté de responsabiliser davantage l'Europe et l'ONU.

Le même phénomène est à l'œuvre au sein de Die Linke. Il existe en effet chez le parti d'extrême gauche un sentiment profondément ancré parmi ses militants et ses dirigeants que la domination politique, économique et culturelle des États-Unis sur le reste du monde dure depuis trop longtemps. **Katja Kipping**, la présidente du parti, a ainsi déclaré que Joe Biden devrait être jugé non seulement sur sa capacité à unir les États divisés d'Amérique, mais sur la mise en œuvre de mesures capables de rendre leur emploi et leur dignité à tous ceux qui les ont perdus à la suite des politiques néolibérales de libre-échange.

Les premiers mois de l'administration Biden pourront montrer si les relations entre l'Allemagne et les États-Unis connaîtront le renouveau souhaité et permettront, tout en laissant la possibilité d'explorer de nouvelles orientations, de renouer avec l'histoire commune qui s'écrit depuis 1945. Dans cette perspective, l'anti-américanisme qui s'est développé depuis une dizaine d'années devra être mis de côté. Mais pour que cette nouvelle attitude européenne soit durable, les États-Unis seraient bien inspirés de mener une politique ambitieuse de lutte contre le changement climatique, de relance de l'économie mondiale post-Covid 19 et de rétablissement des grands principes du multilatéralisme dans la gestion du destin de la communauté internationale.